

Monsieur le Président,

La Sixième Session extraordinaire de l'Assemblée générale ici réunie a lancé un défi de taille à la communauté internationale. En effet, les propositions touchant l'instauration d'un nouvel ordre économique international impliquent une transformation profonde des relations économiques à l'échelle mondiale. Il ne fait pas de doute qu'un défi de cette envergure exige de nous tous, à brève échéance, une réponse réfléchie.

Il y a trente ans, sur les décombres de la guerre, en pleine misère et face à l'effondrement économique, un groupe remarquable d'hommes d'État prévoyants et ouverts sur le monde a été appelé à forger un nouvel ordre économique et politique. Les Nations Unies sont le fruit de leur créativité et de leur audace. Nous leur devons également des institutions dont l'existence et les activités ont contribué dans une si large mesure à la croissance économique et au bien-être de l'humanité, savoir le Fonds monétaire international, la Banque mondiale et l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.

Pourtant, il est maintenant assez facile d'oublier la grandeur de leurs réalisations. Les organismes qu'ils ont créés nous sont devenus si familiers que nous avons surtout été portés à relever leurs lacunes au cours des dernières années. Cependant, n'oublions pas que ces hommes d'État ont pratiquement créé de toutes pièces des institutions et des arrangements qui ont pavé la voie à la coopération et à la croissance économique sur le plan international. Maintenant, le nouvel ordre économique international nous oblige à faire preuve d'un esprit tout aussi novateur adapté à la conjoncture actuelle.

À mon avis, deux constatations militent en faveur de l'instauration d'un nouvel ordre économique:

- les pays en voie de développement ne tirent pas suffisamment d'avantages du système international actuel de commerce, d'investissement et de financement; et
- l'instabilité monétaire, la récession économique, l'inflation et l'incidence des majorations des prix du pétrole et d'autres importations essentielles ont montré les carences du système économique mondial et le besoin d'apporter des changements qui profiteront aux pays en voie de développement.

Le Canada reconnaît l'exactitude de ces deux affirmations et la nécessité de modifier en conséquence les relations économiques internationales pour réduire l'écart intolérable qui subsiste entre nations riches et nations pauvres.